

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 16 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Laboratoires GOEMAR

Parc métropolitain Atalante
CS 41908
35400 Saint-Malo

Références : UD/2024-20
Code AIOT : 0005517152

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/12/2023 dans l'établissement Laboratoires GOEMAR implanté Parc métropolitain Atalante Avenue Atalante 35430 Saint-Jouan-des-Guérets. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Laboratoires GOEMAR
- Parc métropolitain Atalante Avenue Atalante 35430 Saint-Jouan-des-Guérets
- Code AIOT : 0005517152
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Goëmar est spécialisée dans la fabrication de produits destinés à l'agriculture, à partir d'algues.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi des recommandations des FDS
- Maîtrise des rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
7	Moyens d'extinction FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
12	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 28/12/2018, article 4.2.4.1
13	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 28/12/2018, article 4.3.4
15	Principe et objectifs du programme d'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 28/12/2018, article 9.1.1
16	Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 28/12/2018, article Article 9.3.1

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Identification des produits	Arrêté Préfectoral du 28/12/2018, article 6.1.1
2	Fourniture FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)
3	Langue FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5
5	Coordonnées fournisseur FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II – 1.3
6	Utilisations identifiées pertinentes FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
8	Précautions pour la protection de l'environnement FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
9	Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
10	Conditions de stockage FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
11	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 28/12/2018, article 4.2.2
14	Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 28/12/2018, article 4.3.5

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas mis en évidence de manquement majeur dans la prise en compte des recommandations des FDS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2018, article 6.1.1
Thème(s) : Produits chimiques, Substances et produits chimiques
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site.
Constats : L'exploitant dispose d'un inventaire informatique des produits qui lui permet une extraction à destination des services de secours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Fourniture FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II: a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008
Constats : Quatre FDS ont été examinées : . Ultrasil 11 - Fournisseur : Ecolab - Réf. FDS : 11422E du 06/09/21 . Simulsol P23 PHA - Fournisseur : Seppic - Réf. FDS : 38358 T du 13/10/23 . Polymélange Eliq 1 100 % - Fournisseur : Stockmeier - Réf. FDS : BA80723 du 03/05/23 . Sulfate de zinc : FDS dispo - Fournisseur : Guyon SAS - Réf. SQ/FDS/24 du 15/05/20
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Langue FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.
Constats : Les 4 FDS sont rédigées en français.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Format FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes: 1) identification de la substance/du mélange et de la société/l'entreprise; 2) identification des dangers; 3) composition/informations sur les composants; 4) premiers secours; 5) mesures de lutte contre l'incendie; 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle; 7) manipulation et stockage; 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle; 9) propriétés physiques et chimiques; 10) stabilité et réactivité; 11) informations toxicologiques; 12) informations écologiques; 13) considérations relatives à l'élimination; 14) informations relatives au transport; 15) informations relatives à la réglementation; 16) autres informations.
Constats : Les 4 FDS sont bien structurées conformément à l'annexe II du règlement n° 1907/2006. Toutefois, certaines informations demandées par le règlement modificatif n°2020/878 ne sont pas présentes. > En particulier, le numéro UFI n'est pas précisé pour le SIMULSOL et le sulfate de zinc.
Type de suites proposées : Susceptible de suites (pour le fournisseur de la FDS)

N° 5 : Coordonnées fournisseur FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II – 1.3
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : Le fournisseur de la fiche de données de sécurité, qu'il s'agisse du fabricant, de l'importateur, du représentant exclusif, d'un utilisateur en aval ou d'un distributeur en aval, doit être identifié. Il y a lieu de préciser son adresse complète et son numéro de téléphone, ainsi que l'adresse électronique d'une personne compétente responsable de la fiche de données de sécurité.
Constats : Les coordonnées du fournisseurs sont bien précisées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Utilisations identifiées pertinentes FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Les 4 FDS indiquent bien l'utilisation du produit, avec toutefois plus ou moins de précision. L'usage réalisé dans l'établissement est bien celui prévu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens d'extinction FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Les moyens d'extinction sont bien précisés sur les FDS. Les moyens d'extinction préconisés (extincteur poudre, mousse, ...) sont présents dans l'établissement. > Il appartient à l'exploitant de répartir les moyens d'extinction spécifiques en fonction des lieux de stockage et des modalités d'intervention qu'il a définies.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 8 : Précautions pour la protection de l'environnement FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Les recommandations formulées dans les FDS pour la protection de l'environnement sont prises en compte par exploitant. En particulier : pas de contact avec le sol, pas de rejet direct dans l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Les recommandations formulées dans les FDS pour le confinement et le nettoyage sont prises en compte par exploitant. En particulier : produit absorbant non combustible à disposition.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Conditions de stockage FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Les recommandations formulées dans les FDS pour le stockage sont prises en compte par exploitant. En particulier : contenant en matériaux compatibles sur rétention séparée des autres produits incompatibles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2018, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ..)- les secteurs collectés et les réseaux associés- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Plan des réseaux à disposition. Daté du 30/11/20.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2018, article 4.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Un dispositif de vannes permet d'isoler le site en cas de risque de pollution. Les cadres d'astreinte et les chefs d'équipe sont chargés de sa mise en œuvre. > L'exploitant formalise la conduite à tenir et les modalités d'entretien dans une consigne qu'il porte à la connaissance du personnel et qui fait périodiquement l'objet d'exercices.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 13 : Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2018, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. La conduite des Installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. [...]
Constats : Les effluents industriels sont refroidis, passent par un dégrilleur et font l'objet d'une correction de pH à la soude avant rejet vers le réseau des eaux usées. Les équipements de traitement sont suivis uniquement par le responsable HSE. Il dispose d'un report d'informations sur son ordinateur. Toutefois, celui-ci n'est pas présent en permanence lors de l'exploitation de l'établissement. > L'exploitant indique l'organisation mise en place pour que tout défaut sur les installations de traitement des effluents (dérive de la neutralisation, par exemple par manque de soude, mauvais refroidissement, ...) soit identifié rapidement de façon à écarter tout risque de rejet non conforme.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 14 : Localisation des points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2018, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes : [...]
Constats : Conforme à l'arrêté d'autorisation. (1 : eau industrielle, 2 : eau pluviale, 3 : eau usée sanitaire)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Principe et objectifs du programme d'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2018, article 9.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.
Constats : Même si les analyses et mesures d'autosurveillance sont réalisées, l'exploitant ne dispose pas de document précisant le programme de surveillance. > L'exploitant définit et met en place le programme d'autosurveillance tel que défini par l'arrêté d'autorisation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 16 : Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2018, article Article 9.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : [...] Les résultats de l'auto surveillance de la qualité de l'eau industrielle résiduaire rejetée, sauf impossibilité technique, sont transmis mensuellement par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes).
Constats : Les déclarations GIDAF ont été correctement réalisées jusqu'en décembre 2022. > L'exploitant rattrape le retard de saisie pour 2023 et s'assure de rentrer régulièrement les résultats des prochaines analyses.
Type de suites proposées : Susceptible de suites